

MESSAGER DE TAHITI

Journal Officiel des Établissements français de l'Océanie,

PARAISANT TOUS LES VENDREDIS A 3 HEURES DU SOIR

MATARITI 22 — N° 49.

TE VEA NO TAHITI.

Mahana pa 5 Atoma 1873.

PRIX DE L'ABONNEMENT (mensuel d'avance):
Un franc 10.
Six mois 50.
Trois mois 25.
Un numéro 5 centimes.

Pour les Abonnements et les Annonces, s'adresser

IMPRIMERIE DE COURTOISSEMENT.

FRAIS DES ANNONCES (en francs):

Les 20 premières 10 c. la ligne.

Les 21 et suivantes 5 c. la ligne.

Les annoncés certifiées se paient la moitié en prime le

premier insertion.

SOMMAIRE.

PARTIE OFFICIELLE. — Circulaires ministérielles relatives au recrutement à élever des marins pour le Chasseur-Laubat et à l'application de la loi du 27 juillet 1872 sur le recrutement de l'armée. — Discours prononcé par les commissaires à l'effet de déterminer les bases du système financier aux îles Marquises et Tuamotu. — Arrêté chargant un conseil préviaire de l'administration d'un district. — Décret — portant que les personnes qui ont été nommées au service dans les établissements français de l'Océanie et en Tahiti, — autorisant la formation d'un village. — Nomination, etc. — Arrêté administratif. — Arrêté de la haute-cour tahitienne.

PARTIE MÉDIALE. — Discours prononcé par le Gouverneur — Etat civil. — Mouvement commercial. — Annexe hydrographique. — Nouvelles de la part. — Annonces.

PARTIE OFFICIELLE

A MM. LES GOUVERNEURS ET COMMANDANTS DES COLONIES.

Instructions pour l'élevage à Paris du montant des souscriptions de la marine destinées à l'érection d'un monument à la mémoire du corsaire de Chasseloup-Laubat.

Versailles, le 20 juillet 1872.

MESSEURS. — La ville de Marseilles se propose d'élever, sur une de ses places publiques, une statue à l'un de ses plus illustres citoyens, M. le baron du Chasseloup-Laubat, ancien ministre de la marine et des colonies.

Le conseil général de la Charente-Inférieure, le conseil municipal et un grand nombre d'habitants de Marseilles se sont, dès le premier moment, associés avec empressement à cette louable pensée, et une commission a été chargée de la réaliser.

J'ai accepté la présidence d'honneur de cette commission, et j'ai prié M. le vice-amiral baron de la Roncière le Noury, l'un des anciens et affectionnés collaborateurs de M. de Chasseloup-Laubat, de vouloir bien présider, à mon lieu et place, le comité de Paris, mes occupations ne me permettent pas. A mon grand regret, de prendre ma part aussi active que je l'aurais voulu aux travaux de ce comité.

Une souscription publique va être ouverte pour faire faire aux frais du monument qu'il s'agit d'élever. Tous ceux qui appartiennent au département de la marine et des colonies, ou l'administration de M. de Chasseloup-Laubat a bâtié de si profonds souvenirs, tiendront à honneur, j'en suis persuadé, à l'avance, d'y participer, et, dans cette pensée, voici les dispositions que j'ai adoptées pour faciliter la réunion et l'envoi à Paris, au comité central, des sommes qui seront récoltées en France, dans nos colonies, ou à l'étranger.

Dans nos ports et quartiers d'inscription, le montant des souscriptions sera versé entre les mains des trésoriers des Invalides, qui en créditeront le trésorier général par le débit, de leur caisse, et joindront aux virements qu'ils lui adresseront une liste des souscripteurs. Les fonds ainsi recueillis seront remis à l'agent comptable du ministère de la marine, trésorier de la souscription.

Dans nos colonies, les souscriptions réalisées doivent être envoyées, soit au moyen d'ordres du caissier-payer général du Trésor souscrits au nom de la vue, soit en truites du service Marin, par exception, en ce qui concerne ces dernières, aux dispositions des circulaires des 10 septembre 1870 et 30 janvier 1872, d'après lesquelles, vous le savez, les truites du service Marin ne doivent plus être délivrées qu'à l'ordre du caissier central du Trésor public.

Etuis, quant aux sommes souscrites à bord de nos bâtiments en pays étrangers, le montant en sera versé aux banquiers ou aux négociants des localités où se trouveront ces bateaux, en échange de traites à Paris ou à Marseilles, et il n'aura pas lieu d'attendre l'ordre d'envoi d'ordres-mémoires, mais cela-néanmoins a déduit à défaut de volonté sur l'une ou l'autre de ces deux places, employer le produit des souscriptions à l'acquittement des dépenses de huit, et on m'en enverra alors le montant en une traite sur le caissier-payer central du Trésor public, par analogie avec ce qu'a prescrit l'article 246 du règlement financier du 14 janvier 1869 pour les cas de nécessité au change ou de vente du matériau en cours de campagne.

Que quel soit d'autrefois le mode employé, les traites de la nature, affectées aux sommes déboursées, doivent être délivrées payables à Paris, et elles me seront transmises par lettres spéciales, et intitulées en titre : *Commission des souscriptions pour l'érection d'une statue au marquis de Chasseloup-Laubat*.

Je vous recommande de ne pas oublier d'accompagner l'envoi de chaque traite de l'état nominatif des souscripteurs.

Les traites, les avis de traites et les états nominatifs des souscripteurs devront m'être adressés sous le timbre de la présente députation, dont l'insertion au *Bulletin officiel* tiendra lieu de notification.

Je compis, Messieurs, sur le sympathique concours de chacun de vous pour assurer le succès de l'œuvre de reconnaissance patriotique que nous entreprenons.

Recever, etc.

Le Vice-Amiral Ministre de la marine et des colonies,

Signé : D'BORNOY.

Circulaire ministérale au sujet de l'application aux Colonies de la loi sur le recrutement de l'armée.

Paris, le 29 juillet 1873.

Messieurs, — A la suite du vote de la loi du 27 juillet 1872 sur le recrutement de l'armée, la question s'est présentée de savoir s'il y

avait lieu d'appliquer cette loi dans nos colonies. J'ai consulté à ce sujet les conseils généraux de nos principales possessions et j'ai examiné, de concert avec les ministres de la guerre, le résultat de leurs conclusions et leurs propositions.

Il a été reconnu à peu près unanimement qu'il n'était pas à déduire que les lois de recrutement fussent appliquées aux colonies, parce qu'en raison de l'éloignement de ces établissements et des faiblesses contingentes qu'ils pourraient fournir, on obtiendrait pas des résultats en rapport avec les dépenses dans lesquelles on serait engagé.

Les administrations locales ont, toutefois, exprimé le désir qu'on donnât une certaine satisfaction aux sentiments principaux des colons en leur facilitant leur service, et ont contraint des embauchements à leur accordant la faculté de passer ces engagements dans la colonie même, au lieu de les obliger à venir en France pour y remplir les formalités exigées par la loi.

Cette question a été, de ma part et de celle de M. le ministre de la guerre, l'objet du plus sérieux examen.

M. le ministre de la guerre a fait observer qu'en ce qui concerne d'abord l'admission des engagés excolons, il pourrait arriver que les jeunes gens examinés sur les lieux par les commandants des troupes de l'armée de mer qui y sont détachés, ne soient pas admis en France et reconnus en France comme tels, et qu'il serait difficile de faire ainsi, la responsabilité à des officiers sur lesquels son département n'a aucune autorité ; que, dans tous les cas, il résulte pour l'Etat, du renvoi de ces jeunes gens aux colonies, des dépenses sans compensation.

En second lieu, les engagés en pouvant, en raison de la dépense qui en résulterait, être envoyés en France par paquet, et les communications par bâtiments de l'Etat n'ayant lieu qu'à des intervalles assez éloignés, il pourrait s'écouler entre jour de l'embauchement et celui de départ un temps assez long pendant lequel l'engagé ne ferait aucun service.

Enfin, les frais de transport des engagés en France et ceux de leur retour au bout de leur temps de service, seraient hors de proportion avec le petit nombre d'engagés sur lesquel il est normal de compter.

Par ces diverses considérations, M. le ministre de la guerre n'a pas consenti à accorder aux colonies les facilités demandées pour elles en ce qui concerne les engagements des créoles pour l'armée de terre.

Vous avez vu par le décret du 18 juin 1873 (*Bulletin des lois*, n° 142) que les engagements sont également intentés aux colonies pour l'armée de terre, que les jeunes gens ne peuvent d'ordinaire que la certitude d'acceptation.

En conséquence, les jeunes créoles devront venir en France pour contracter leur engagement.

Toutefois, on pourra les dispenser de verser au départ, comme on l'exige d'eux aujourd'hui, la somme représentative de leurs frais de voyage. Bien que cette somme leur soit ultérieurement remboursée après la conclusion de l'engagement en France, ce versement préalable peut constituer pour eux une gêne. Je vous sollicite donc, le cas échéant, à permettre l'embarquement sur les navires de l'Etat des jeunes gens dont il s'agit, sur le vu d'une promesse d'engagement, et s'il y a lieu, de remboursement à l'Etat garanti par de suffisantes cautionnements.

Récevez, etc.

Le Ministre de la guerre,

chargé par intérim du département de la marine et des colonies.

Signé : G. DU BARAI.

Nos — Commandant des Établissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société, Sur la proposition de l'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur,

DÉCISION :

Une commission composée de

M. Larrière, sous-commissaire de 1^{re} classe de la marine, président ;

M. Krusenstern, trésorier-payeur ;

M. Richard, agent spécial de la marine, commissaire des fonds ;

Richard, receveur de l'enregistrement,

assistée de

M. Martin-Bucley, agent spécial des Marquises, et

M. Berthier, agent spécial de Papeete,

se réunira dans le plus bref délai possible, sur la convocation de son président, à l'effet de déterminer les bases sur lesquelles doit être assis le système financier des agences spéciales des îles Marquises et Tuamotu.

Cette commission examinerá en outre, conjointement avec M. Martin-Bucley, les pièces de la comptabilité de la Résidence des îles Marquises, et prendra, si tel est le cas, une décision en ordonnance de l'ordonnateur f.f. d'agent spécial de Papeete.

L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera communiquée et enregistrée partout où besoin sera.

Papeete, le 10 octobre 1873.

GIRARD.

Par le Commandant Commissaire de la République,

L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur,

L. LE GRAY.

